

Les expulsions massives de migrants par l'Algérie suscitent l'indignation

Par [Marie Verdier](#), le 28/5/2018 à 06h04

Des ONG et activistes algériens ont lancé l'appel « *Nous sommes tous des migrants* » pour dénoncer les expulsions collectives.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU demande au gouvernement algérien de cesser cette pratique dont sont victimes des milliers des personnes.



De puis plusieurs mois, « une campagne généralisée d'arrestations arbitraires, suivies d'expulsions collectives et massives, a frappé l'ensemble des migrants originaires d'Afrique subsaharienne, se trouvant sur le territoire national », dénoncent 200 activistes algériens.

Avocats, journalistes, etc., ils demandent aux autorités du pays, dans leur appel « *Nous sommes tous des migrants* » lancé la semaine passée à l'initiative de la Ligue algérienne de défense des droits humains (LADDH), de respecter le droit international sur l'accueil, le droit d'asile et les pratiques d'expulsion.

À lire : [La loi Asile-immigration entraîne des dégradations](#)

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies a lui-même jugé « *profondément alarmante* » cette pratique d'expulsions collectives, sans évaluation individuelle ni garanties de procédure. Et il a demandé « *au gouvernement algérien de cesser les expulsions collectives de migrants* ».

Le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) s'est également déclaré « *profondément préoccupé par les expulsions menées dans des conditions dangereuses et indignes* ».

10 000 à 15 000 personnes expulsées

Selon Ravina Shamdasani, sa porte-parole, « *ces expulsions collectives se sont intensifiées depuis l'automne dernier* ».

Les signataires de l'appel recensent 1 500 personnes expulsées ces dernières semaines. Les chiffres sont en réalité plus élevés. L'Organisation internationale des migrations (OIM) au Niger a comptabilisé 10 000 migrants expulsés vers le Niger depuis septembre 2017, en sus des 6 000 retours volontaires depuis le début de l'année.

Le HCR évoque même 12 300 expulsions vers le Niger et 3 200 vers le Mali depuis janvier, tout en soulignant que leur nombre pourrait être plus important. Le ministre algérien de l'intérieur, Noureddine Bedoui, a fait état de son côté de 27 000 rapatriements en trois ans, sans distinguer expulsions collectives forcées et départs volontaires.

Contraints d'abandonner leurs biens

« *Les expulsés se trouvaient pour une partie d'entre eux installés depuis plusieurs années en Algérie, travaillant dans le bâtiment, l'agriculture ou comme personnel de maison. Certains sont arrivés légalement avec leurs documents* », souligne Ravina Shamdasani, porte-parole du HCR.

« *La police arrête les migrants sur leur lieu de travail ou chez eux. Ils sont contraints d'abandonner leurs biens, sont embarqués dans des lieux de rétention, avant d'être transférés par bus dans le sud du pays, encadrés par le Croissant-Rouge algérien, organisation satellite du pouvoir, pour donner une apparence de gestion humanitaire* », explique M^e Salah Dabouz, président sortant de la LADDH.

Abandonnés dans le désert

« Ils sont ensuite abandonnés dans le désert près des frontières du Niger ou du Mali, ajoute Salah Dabouz. Même un criminel recherché par Interpol a le droit d'être présenté devant la justice avant d'être extradé ! » s'indigne-t-il, en dénonçant « la chasse aux Noirs » et « les graves violations des droits humains » dont sont victimes les Subsahariens.

Giuseppe Loprete, chef de mission de l'OIM au Niger, a récemment témoigné du sort tragique des personnes abandonnées dans le désert, quasiment sans eau ni nourriture alors que la température avoisine les 45 °C. Lors d'une opération récente de recherche de migrants, l'OIM est parvenue à en sauver 386, éparpillés sur 213 km de désert. Depuis le début de l'année, ce sont 3 000 personnes qui ont ainsi eu la vie sauve au cours de dix-huit opérations similaires.

L'Algérie exposée aux flux migratoires

Dans le désert, ce flot de travailleurs expulsés d'Algérie se retrouve aux côtés des migrants venus d'Afrique subsaharienne désireux, eux, de remonter vers le nord du continent pour tenter d'atteindre l'Europe, mais aussi de ceux qui, inversement, fuient la Libye via le territoire algérien.

Avec l'instabilité dans les pays aux portes de l'Algérie, celle-ci est en effet exposée à des flux migratoires. Ils seraient 90 000 par an selon le ministère algérien de l'intérieur. Hacène Kacimi, chargé de la migration au sein de ce ministère, avait promis le mois dernier que les régions du sud du pays **« ne seront pas la Lampedusa de l'Afrique »**.

À lire : Paris, une pétition pour une mise à l'abri des migrants

Marie Verdier